

Initiatives ministérielles

À mon avis, cela est vraiment hypocrite, car dans les propositions constitutionnelles que le gouvernement a présentées hier, il a parlé de collaboration et d'un conseil de la fédération où les provinces se réuniraient avec le gouvernement fédéral pour discuter du budget et de la façon de coordonner leurs programmes. Le gouvernement dit une chose au sujet de la façon dont il désire traiter avec les autres gouvernements et il fait exactement le contraire dans des projets de loi comme le C-32.

Si les propositions constitutionnelles, telles que les conservateurs les envisagent, étaient en place, est-ce qu'ils auraient le culot de faire ce qu'ils font aux provinces, mettre un plafond au RAPC? Ce ne serait pas permis. La Constitution ne permettrait pas au gouvernement de faire ce qu'il essaie de faire par des voies détournées, imposer le plafonnement du RAPC.

J'ai entendu le premier ministre, parler de société compatissante et de la façon dont ce pays doit être unifié, il nous disait que nous devons travailler ensemble à résoudre nos problèmes constitutionnels, nos problèmes économiques et nos problèmes constitutionnels, nos problèmes économiques et nos problèmes sociaux. Pourtant, à la première occasion où attaque-t-il? Il attaque le tissu social même de ce pays, portant atteinte à ce filet de sécurité que les gouvernements libéraux précédents avaient mis en place. Il le déchire et est prêt à regarder les gens passer à travers.

Il est prêt à dire que si nous nous attaquons au déficit, nous voulons que les provinces et les municipalités y participent également. Les édiles municipaux, en particulier en Ontario, qui ont des élections ce mois-ci, sont bien placés pour savoir qu'ils ont dû augmenter les impôts fonciers parce que leur facture d'aide sociale a bondi de 100 ou 200 p. 100. Les gouvernements provinciaux sont contraints de consacrer plus d'argent aux prestations d'aide sociale. Pourquoi? Parce que ce gouvernement a renoncé à son obligation morale d'aider chaque citoyen de ce pays.

Je trouve reprehensible que ce gouvernement puisse parler de collaboration, de pays compatissant, d'unification et, en même temps, être prêt à donner un coup de scalpel dans le filet de sécurité, dans nos prestations sociales et à laisser les gens se défendre pratiquement eux-mêmes.

Je ne suis pas sûr que les Canadiens puissent accepter ce genre de gouvernement, je suis persuadé qu'ils veulent plus que cela. Si le gouvernement veut réellement s'attaquer aux problèmes financiers qu'il a créés. Il a eu sept ans de très bonnes conditions économiques pour équilibrer son budget et pourtant il a toujours un déficit de 30

milliards. Notre dette est passée de 200 à 400 milliards. Je dis que le problème n'est pas le Régime d'assistance publique du Canada, mais le gouvernement lui-même.

Ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle vision de ce pays et un nouveau gouvernement pour la mettre en oeuvre.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Madame la Présidente, je voudrais, tout comme mon collègue de London-Est, discuter du projet de loi C-32, un projet de loi qui essaie de limiter le Régime d'assistance publique du Canada. Je suppose qu'un débat de ce genre permettra aux Canadiens moyens qui suivent les débats du Parlement de savoir ce qu'est un conservateur.

Je m'exprime ainsi parce que cette mesure fait partie de leur programme. C'est prévu dans leur programme d'intervenir dans un régime qui existe depuis 1966, un régime qui permet au gouvernement fédéral, avec la participation financière des provinces, d'offrir une aide sociale aux Canadiens qui en ont besoin et qui y ont droit.

En présentant un instrument législatif comme le projet de loi C-32 au cours de l'une des pires récessions qu'il a lui-même créées dans ce pays, le gouvernement conservateur démontre son peu d'égards pour les efforts que nous avons dû déployer pour en arriver au Régime d'assistance publique du Canada. Le gouvernement ne comprend-il pas que les Canadiens sont en train de traverser des temps très difficiles?

• (1550)

La solution à nos problèmes sociaux serait de créer des politiques et des programmes économiques efficaces et solides. Malheureusement, nous n'avons pas de tels programmes. Nous n'avons pas de programmes économiques efficaces.

Permettez-moi de dire aux gens d'en face que ma propre ville de Toronto, que l'on traite souvent de ville de riches, a aussi un côté moins reluisant. On y trouve en effet, notamment dans ma propre circonscription, un taux de chômage supérieur à 10 p. 100.

Il y a un nombre record d'usines qui ferment leurs portes à Toronto pour s'en aller vers le Sud. Il y a un nombre record de travailleurs qui, pour la première fois de leur vie, se trouvent sans emploi et sont gênés de s'adresser à leur député pour remplir une demande de prestation d'assurance-chômage. Ils sont gênés parce qu'ils sentent atteints dans leur dignité.

Il y a un nombre record de travailleurs qui passent d'un emploi à plein temps à un emploi à temps partiel. Il y a un nombre record de diplômés d'universités et de collègues qui ne peuvent pas trouver leur place dans la société.